



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
CCTP N°2026-015

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

En application des dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants, R.2131-12 du code de la commande publique.

OBJET DU MARCHE

TRAVAUX DE RENOVATION DU MOBILIER FIXE INTEGRE DE L'AMPHITHEATRE 4
DU CENTRE ASSAS - 92 RUE D'ASSAS 75006 PARIS

Le présent CCAP comporte 09 feuillets numérotés de 1 à 09

Maître d'ouvrage

Université Paris Panthéon Assas
12 place du Panthéon 75231 Paris cedex 05

SOMMAIRE

Article 1.	Objet, Contenu des offres et Périmètre du marché	3
Article 1.1	Objet du marché	3
Article 1.2	Contenu des offres.....	3
Article 1.3	Périmètre du marché	3
Article 1.4	Calendrier de l'opération	4
Article 2.	Contenu du dossier technique.....	4
Article 3.	Connaissance des lieux	4
Article 4.	Phase préparatoire de chantier	4
Article 4.1	Responsable de chantier	4
Article 4.2	Présentation d'échantillons	4
Article 4.3	Plan de prévention.....	4
Article 5.	Dépose des équipements existants	4
Article 5.1.	Nuisances sonores	4
Article 5.2.	Cheminement et évacuation des déchets	5
Article 5.3	Suivi et gestion des déchets du chantier.....	5
Article 6.	Fourniture et pose des nouveaux sièges et tablettes.....	5
Article 6.1	Normes de référence.....	5
Article 7.	Exigences des sièges neufs	7
Article 7.1	L'assise - Tapissée	7
Article 7.2	Le dossier - Tapissé	7
Article 7.3	La table rabattable anti-panique	7
Article 7.4	Tablettes pour PMR	8
Article 7.5	Le voile de courtoisie.....	8
Article 7.6	Numérotation des places et des rangs	8
Article 7.7	La structure : piètements latéraux fixés au sol et Poutres	8
Article 8.	Protection des ouvrages exécutés	9
Article 9.	Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE).....	9
Article 10.	Réception.....	9

ARTICLE 1. OBJET, CONTENU DES OFFRES ET PERIMETRE DU MARCHÉ

Article 1.1 Objet du marché

L'université Paris Panthéon Assas a engagé entre 2007 et 2016 d'importants travaux de mise en sécurité et restructuration du centre Assas, bâtiment construit dans les années 1960. Cependant, l'agencement des amphithéâtres a très peu été impacté par ces travaux.

Le présent marché est un marché de travaux qui a pour objet la rénovation du mobilier fixe intégré de l'amphithéâtre 4 situé au 1^{er} sous-sol de centre Assas, établissement universitaire classé ERP 1^{ère} catégorie avec activité de type L, N, S et X.

À la fois salle de conférence, lieu d'examen et salle de travail, l'amphithéâtre doit être confortable et fonctionnel. L'université désire que le futur agencement soit particulièrement soigné en termes de confort et d'esthétique ; néanmoins, les matériaux devront satisfaire à des exigences de solidité pour une utilisation fréquente et devront être faciles d'entretien tout en respectant les normes techniques et sécuritaires.

Il est constitué d'une partie basse avec 2 circulations latérales de 2,06 m chacune et de 7 niveaux de gradins de largeurs comprises entre 1 m et 2,40 m et dispose de 3 circulations : 1 centrale de 1,20 m et 2 latérales de 1,18 m.

Article 1.2 Contenu des offres

Les entreprises fourniront obligatoirement une offre conforme aux prescriptions du présent CCTP accompagnée d'une décomposition du prix global et forfaitaire. Les prix sont réputés complets et nets.

Les offres feront ressortir clairement dans une notice descriptive, la marque et le type ainsi que les caractéristiques détaillées du matériel entrant dans les propositions.

Le prix global comprendra implicitement toutes les fournitures et tous les accessoires non mentionnés mais nécessaires au parfait achèvement et fonctionnement des ouvrages.

Article 1.3 Périmètre du marché

Le présent CCTP couvre exclusivement :

- La dépose du mobilier de la chaire en bois
- La dépose de 505 sièges y compris structure métallique
La dépose de 5 tables filantes de 285 mm x 8,80 m y compris structure métallique (composées de plateaux entre 1,08 m et 2,20 m)
- La dépose de 17 tables filantes de 285 mm x 7,10 m y compris structure métallique (composées de plateaux entre 1,08 m et 2,20 m)
- La dépose de 17 tables filantes de 285 mm x 6,56 m y compris structure métallique (composées de plateaux entre 1,08 m et 2,20 m)
- L'évacuation et la traçabilité vers des filières de déchets agréés
- La fourniture, l'installation et la fixation de 528 sièges entièrement tapissés avec tables rabattables avec système anti-panique.
- La fourniture de 2 sièges avec table rabattable non posés et conservés en stock par l'université
- La fourniture, l'installation et la fixation de 6 tablettes rabattables indépendantes avec système anti panique permettant d'accueillir 6 personnes à mobilité réduite.

Si le nombre total de sièges souhaités par l'université, devait être modifié pour raison technique, celui-ci ne pourra pas être inférieur à 520 sièges.

Sont exclus du présent CCTP :

- L'acoustique
- L'électricité (la distribution, l'éclairage, la fourniture et la connexion des prises sous les tables)
- Le revêtement de sol et des murs
- La ventilation, climatisation
- L'audiovisuel

Il est rappelé que les descriptions et prévisions du présent CCTP n'ont pas caractère limitatif et que l'entrepreneur devra, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession indispensables à l'achèvement complet de l'opération.

Article 1.4 Calendrier de l'opération

L'opération est prévue sur une durée totale de 13 semaines du 1^{er} juin au 30 août 2026. Les semaines comprises entre le 15 juin et le 31 juillet 2026 sont neutralisées pour les autres corps d'état intervenant sur cette opération et exclus du présent marché

La dépose devra impérativement avoir lieu avant le 15 juin. La pose des nouveaux sièges et tablettes pourra se dérouler du 03 au 28 août. La pose devra être terminée au plus tard le 28 août 2026.

ARTICLE 2. CONTENU DU DOSSIER TECHNIQUE

Le CCTP est accompagné d'un plan situant l'amphithéâtre au niveau du sous-sol -1 ainsi que d'un plan de l'amphithéâtre au format DWG et d'un planning prévisionnel (Annexe 1 à l'AE)

ARTICLE 3. CONNAISSANCE DES LIEUX

Le projet se déroulant partiellement en site occupé, l'entreprise se doit d'avoir une parfaite connaissance des lieux. Une fois son offre remise, celle-ci sera réputée prendre en compte, toutes les sujétions pour un parfait déroulement de l'opération en particulier concernant l'évacuation des déchets. L'entreprise ne pouvant, après coup, faire valoir aucune réserve ou aucune difficulté remettant en cause le caractère forfaitaire de son offre incluant ces considérations.

La visite des lieux est OBLIGATOIRE avant la remise des offres.

Une attestation sera remise à l'entreprise le jour de la visite. L'entreprise devra joindre à son offre cette attestation. Toute offre ne comportant pas ce document sera considérée irrecevable.

L'entreprise devra prendre rendez-vous avec Mme Sylvie Dagron par courriel à l'adresse suivante sylvie.dagron@assas-universite.fr.

Toute personne n'ayant pas fait cette démarche se verra refuser l'accès au centre.

ARTICLE 4. PHASE PREPARATOIRE DE CHANTIER

Article 4.1 Responsable de chantier

L'entreprise désigne, dès la notification du marché, un responsable de chantier qui doit être l'unique interlocuteur face aux représentants du Maître d'Ouvrage.

Article 4.2 Présentation d'échantillons

L'entreprise doit, avant toute commande du matériel, obtenir l'agrément du Maître d'Ouvrage en présentant les échantillons des différents matériaux constituant les équipements désignés au présent C.C.T.P. ou à défaut, un document suffisamment explicite (plans, photographies ou fiche technique) permettant d'en apprécier la qualité.

Article 4.3 Plan de prévention

Les dispositions du présent CCTP devront être mises en œuvre en cohérence avec le Plan de Prévention qui sera établi avant le démarrage du chantier. Toute prescription issue du Plan de Prévention s'impose au titulaire et à ses sous-traitants

ARTICLE 5. DEPOSE DES EQUIPEMENTS EXISTANTS

Article 5.1. Nuisances sonores

En raison de la présence du public dans le bâtiment, l'entreprise doit limiter au strict nécessaire les nuisances sonores générées par les travaux.

Sont considérés comme travaux bruyants : percement, carottage, burinage, démolition, découpe mécanique, meulage ou toute opération générant un niveau sonore important.

L'entreprise doit soumettre un protocole de gestion des nuisances sonores. Il doit privilégier des modes d'intervention alternatifs lorsqu'une méthode plus silencieuse est possible.

Un planning détaillant les nuisances prévisibles sera établi en accord avec le représentant du maître d'ouvrage au minimum un mois avant le démarrage des travaux.

Le représentant du maître d'ouvrage reste seul juge du caractère bruyant d'une activité et peut être amené à stopper l'intervention.

Article 5.2. Cheminement et évacuation des déchets

L'entreprise doit organiser le cheminement et l'évacuation des déchets de manière à garantir en permanence la sécurité des usagers, la propreté des circulations et la limitation des nuisances dans l'établissement.

Une sécurisation complète des zones de passage devra être mise en place.

L'entreprise doit maintenir les cheminements propres et sans résidus après chaque transfert de déchets.

L'évacuation des déchets devra être réalisée hors périodes d'affluence. Les créneaux horaires d'évacuation possibles seront communiqués à l'entreprise par le représentant du maître d'ouvrage

Article 5.3 Suivi et gestion des déchets du chantier

Conformément à l'article 36.2.1 et les suivants du CCAG Travaux, l'entreprise communiquera au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, l'entreprise lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, l'entreprise remet au maître d'ouvrage, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par l'entreprise et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas d'absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2, l'entreprise se verra appliquer, après mis en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 15.2 du CCAP 2026-015.

Lorsqu'il aura été constaté que l'entreprise n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 et suivant.

Les prix fixés sur l'annexe de l'acte d'engagement comprennent également les prestations de récupération, transport, entreposage, tri et élimination ou valorisation des déchets, des matériels et pièces détachées en fin de vie, conformément à l'article 36 du C.C.C.A.G/T.

ARTICLE 6. FOURNITURE ET POSE DES NOUVEAUX SIEGES ET TABLETTES

Article 6.1 Normes de référence

Il est rappelé que l'entreprise chargée de l'exécution des ouvrages est tenue de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs en vigueur au moment de la parution du présent marché ainsi que les règlements particuliers édictés par les services de sécurité de la Préfecture de Police.

Les sièges fournis et installés dans le cadre du présent marché devront être conformes à l'ensemble des normes françaises et européennes et aux prescriptions en vigueur pour les établissements

recevant du public (ERP) 1^{ère} catégorie avec activités de type L. Ils devront également être conformes aux critères Environnementaux Minimales Mobilier. Les travaux devront être exécutés selon les normes des DTU et des Règles de l'Art.

Article 6.1.1. Normes relatives à la résistance, sécurité et durabilité

Les sièges doivent impérativement respecter la norme européenne suivante, applicable aux sièges de collectivité à usage non domestique :

- NF EN 15373 et UNI EN 12727 de décembre 2016) – Mobilier – Résistance, durabilité et sécurité – Exigences applicables aux sièges à usage non domestique

Cette norme définit les exigences de résistance mécanique, les essais statiques et dynamiques, et les critères de sécurité applicables aux sièges destinés à un usage intensif en collectivité.

Article 6.1.2. Normes d'implantation et exigences pour ERP

L'installation des sièges doit respecter les règles applicables aux ERP de type L concernant :

- Fixation obligatoire des sièges au sol et solidarisation par barres inter-rangées pour empêcher tout déplacement en cas d'évacuation ou de mouvement de foule
- Distances inter-rangées :
 - 35 cm minimum,
 - 60 cm maximum, selon la configuration et le mobilier installé

L'ensemble de ces dispositions relève des prescriptions de sécurité applicables aux salles de type L (auditoriums, amphithéâtres, salles de conférence).

Article 6.1.3. Sécurité incendie ERP

Les matériaux utilisés pour les assises, dossiers, garnitures et structures devront être conformes aux exigences de réaction au feu définies par :

- Article AM18 du règlement de sécurité incendie pour les ERP (matériaux des sièges fixés en rangée, rembourrés ou non)
- Les produits doivent être fournis avec certificats et PV de classement feu correspondants.

Article 6.1.4. Essais de résistance et de sécurité

L'entreprise devra fournir, pour le modèle proposé, les rapports d'essais réalisés par un laboratoire accrédité couvrant les essais suivants, en cohérence avec les essais obligatoires listés dans la documentation normative liée à la NF EN 15373 et NF EN 1022 (chutes, poussées, rigidité, stabilité, charges statiques, cycles d'usage).

- Essai de stabilité
- Charge statique sur l'assise
- Essai de chute libre d'une masse sur l'assise
- Essai de poussées sur le dossier
- Essai de rigidité du piètement (latéral)

L'entreprise est contractuellement réputée parfaitement connaître les réglementations et normes applicables à l'objet du présent marché. Il devra être en mesure de fournir tous les certificats, procès-verbaux et fiches techniques des fabricants.

Article 6.1.5. Réglementation technique relative à l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées

Une demande de dérogation est déposée par l'Université du fait de l'impossibilité technique d'accéder à la partie basse de l'amphithéâtre, dans le cadre de la réglementation technique relative à l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées prise en application de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances.

ARTICLE 7. EXIGENCES DES SIEGES NEUFS

Une attention particulière sera accordée à l'implantation de la salle. L'entreprise devra fournir le calepinage à la fin de la phase de préparation du chantier. Il sera réalisé en collaboration avec l'électricien nommé par l'université. Dans les rangées, il est important d'éviter tout espace vide entre le nez de marche et les assises afin de réduire au minimum les risques de chutes. Cela permet non seulement d'optimiser l'utilisation de l'espace, mais aussi d'assurer une disposition homogène et accueillante.

Le mobilier de type « Cours et Conférence » sera réparti sur des gradins fixes de largeurs différentes. Les sièges devront être fixés au sol et solidaires grâce à une barre inter-rangée.

Chaque rangée doit comporter 16 sièges maximum. Les sièges bénéficieront d'un espace suffisant afin de faciliter le passage entre chaque rangée lorsque les tablettes sont rabattues. L'espacement entre le dossier et la tablette abaissée devra garantir un usage confortable.

L'entreprise doit offrir une durée de garantie élevée avec un minimum de 5 ans par rapport à la gamme proposée ainsi que la fourniture des pièces détachées permettant de sécuriser l'achat pendant une durée au minimum de 5 ans.

Chaque fauteuil est composé de sièges individuels à assises relevables et de tablettes individuelles de travail rabattables équipées d'un système anti-panique.

La première rangée intégrera un voile de courtoisie en contreplaqué type hêtre naturel de 650 mm de hauteur maximum.

Les rangées centrales seront constituées d'un ensemble de poutres, structures latérales, d'assises, de dossiers et de tables rabattables avec système anti-panique.

La dernière rangée est constituée d'un ensemble de poutres, structures latérales, d'assises et de dossiers.

Article 7.1 L'assise - Tapissée

L'assise sera entièrement tapissée avec un tissu M1 Martindale 70 000 tours minimum et prévoira une densité de 40 kg/m³.

Les matériaux et colles éventuelles devront garantir des performances environnementales élevées.

Le mouvement de rabattement automatique sera équipé d'un double ressort de rappel et d'un amortisseur afin de prévenir du bruit et du rebond.

Une fiche technique détaillée en langue française devra être jointe à l'offre afin de justifier les caractéristiques techniques du système et des matériaux utilisés.

Article 7.2 Le dossier - Tapissé

Le dossier sera entièrement tapissé avec un tissu M1 Martindale 70 000 tours minimum. Les matériaux et colles éventuelles devront garantir des performances environnementales élevées.

Le dossier devra permettre un soutien lombaire. La hauteur du dossier sera d'environ 800 mm sans appui-tête, de manière à assurer une inclinaison conforme aux critères ergonomiques, tout en limitant l'encombrement arrière afin d'optimiser l'implantation, les circulations et la capacité de la salle.

Article 7.3 La table rabattable anti-panique

Les tablettes seront escamotables avec système anti panique, d'une profondeur de 300 mm et d'une largeur de 400 mm.

Elles seront réalisées en panneaux de particules de bois à émission de formaldéhyde conforme à la réglementation en vigueur et une densité standard de 680 kg/m³, et revêtues d'un stratifié sur les deux faces avec chant assorti à la couleur du plan sur les quatre côtés. Les supports de la tablette sont réalisés en tôle d'acier de couleur noire.

Le mouvement de basculement du plan doit être de type antipanique et s'effectuer automatiquement, sans nécessiter d'accompagnement manuel. Une simple poussée vers le haut avec les jambes lors du passage en position debout suffira à déclencher le mouvement jusqu'à l'atteinte de la position

verticale. Le plan rabattu en position verticale ne devra pas dépasser la hauteur du dossier pur garantir un profil uniforme, sans débord.

Article 7.4 Tablettes pour PMR

Les 6 tablettes indépendantes type Desmo ou équivalent avec basculement rapide, disposeront d'un piètement rectangulaire en tube acier, soudé sur une platine en tôle emboutie avec 4 trous pour la fixation au sol.

La tablette rabattable sera réalisée, en panneaux de particules de bois à émission de formaldéhyde conforme à la réglementation en vigueur.

Les tablettes seront revêtues d'un stratifié sur les deux faces-avec chant assorti à la couleur du plan, sur les quatre côtés. La profondeur est de 350 mm x 450 mm de largeur. La structure est en tôle d'acier noir. Le piètement doit permettre l'insertion d'une prise électrique.

Article 7.5 Le voile de courtoisie

Un voile de courtoisie composé de panneau en contre-plaqué type hêtre teinte naturelle ou équivalent sera intégré aux tables des 1^{er} rangs, d'une hauteur maximale de 650 mm.

Article 7.6 Numérotation des places et des rangs

Une double numérotation sera prévue afin d'assurer une visibilité quelle que soit l'occupation.

La numérotation des places sera brodée sur le haut du siège et une plaque devra être apposée sur la face supérieure de la tablette. Les systèmes proposés permettront de limiter tout arrachement ou décollement.

Les numéros seront transmis à l'entreprise par le maître d'ouvrage.

Article 7.7 La structure : piètements latéraux fixés au sol et Poutres

Les piètements latéraux seront prévus en acier noir et répartis tous les 2 à 3 sièges-adaptables à chaque hauteur de marche pour chaque rangée.

Les poutres seront réalisées en tube rectangulaire d'acier noir et placée juste en-dessous des tables. Le système devra assurer une adaptation optimale à la configuration sur gradins et garantir une posture ergonomique. Les vis de fixation au sol devront être dissimulées par des caches de protection résistants.

Article 7.7.1 Prédisposition pour prise électrique

La structure devra prévoir un système de passage de câbles permettant le positionnement de prises électriques avec chargeur intégré USB C type Legrand, Schneider ou équivalent (1 prise par siège). Cette structure devra être située au plus près de la tablette, à distance du sol pour limiter tout appui.

La fourniture, la pose et le raccordement des prises ne sont pas prévus dans le cadre du présent marché.

Le titulaire du présent marché devra fournir le calepinage des sorties de câbles envisagées pour planification par l'électricien.

L'électricien fournira à l'entreprise titulaire du marché la fiche technique des prises et le diamètre des câbles, à charge pour l'entreprise titulaire du présent marché de prendre toutes les mesures et réservations nécessaires pour permettre le passage des câbles entre chaque pied et l'insertion des futures prises.

Une collaboration étroite sera nécessaire entre l'électricien et l'entreprise titulaire du marché.

ARTICLE 8. PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES

L'entreprise est tenue pour responsable de ses ouvrages et en doit la protection jusqu'à la réception. Il doit donc les protéger contre les risques de détérioration. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre le cas échéant, les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs.

Si des détériorations sont constatées en cours de chantier elles seront réparées aux frais du titulaire responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.

Si l'auteur des dégradations ne peut être identifié, la remise en état sera à la charge de toutes les entreprises au prorata du volume financier de travaux de chacune d'elle.

Ces réparations ou remises en état, quoique étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai

ARTICLE 9. DOSSIER D'OUVRAGES EXECUTES (DOE)

A la fin de la mission telle que définie par le présent marché, l'entreprise devra remettre un dossier des ouvrages exécutés en un exemplaire dématérialisé.

Les documents d'exécution feront l'objet des mises à jour nécessaires afin d'être conformes à l'exécution réelle des travaux.

Ces documents seront indicés à la date de fin de chantier et prendront alors la forme et le nom de dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Le DOE comprendra tous les documents d'exécution tels que : (liste non exhaustive)

- Le plan de calepinage des installations, au format .dwg
- Les procès-verbaux de résistance au feu
- Les fiches techniques des matériaux utilisés et entrant dans la composition des parties d'ouvrage justifiant d'un degré d'isolement au feu ou d'un isolement phonique
- Les fiches techniques de tous les matériels mis en œuvre, quincailleries, ferrures, etc...
- Les fiches d'entretien des tissus
- Les procès-verbaux de réception de conformité suivant besoins
- Les documents de garantie

ARTICLE 10. RECEPTION

La réception n'est prononcée qu'après que l'entreprise a :

- Réalisé un nettoyage général des sols
- Levé les réserves éventuellement formulées lors des essais sur le site,
- Procédé à tous les essais et autocontrôle
- Vérifié la double numérotation
- Fourni le dossier des ouvrages exécutés,

L'entreprise restera responsable des installations jusqu'à l'expiration du délai de garantie. Cette responsabilité entraînera le remplacement à ses frais, de toute pièce défectueuse ou présentant des vices de construction ou de montage ou une usure anormale.

La garantie sera totale et portera sur le matériel et la main-d'œuvre.

L'entreprise devra prévoir un temps de formation auprès des agents du service technique de l'université et du responsable de l'équipe d'entretien du centre Assas sur l'entretien courant des nouvelles installations.